

Les programmes, en tout cas ceux qui se donnent le progrès social comme objectif, se heurtent à cette difficulté : comment articuler des mesures d'urgence et les (bonnes) réformes structurelles nécessaires ?

Depuis quelques semaines, Patrick Artus, économiste chez Natixis, multiplie ses notes *Flash* consacrées – sans les nommer – à la critique des programmes de Benoît Hamon et Jean-Luc Mélenchon. Il y avance toute une série d'arguments qui, sans le nommer, sont en faveur d'Emmanuel Macron. Quand on lui demande quelle est la proposition économique « la plus scandaleuse dans cette campagne », il répond « augmenter le Smic », la plus pertinente étant la réforme fiscale de Macron ([L'Opinion du 11 avril 2017](#)).

Il y a un chemin étroit, celui d'une augmentation ciblée du pouvoir d'achat passant par une extension du champ de la gratuité (énergie, transports, etc.)

L'argument consiste à dire que le pouvoir d'achat distribué va se porter sur des biens importés et donc creuser le déficit commercial sans créer beaucoup d'emplois. Ce n'est pas faux, même si l'argument ne fonctionne pas à 100 % : il existe un décalage entre la nécessité immédiate de relever les bas revenus et la structure de l'offre. Mais une politique de transformation sociale exige que soient prises d'emblée des mesures qui lui procurent une légitimité sociale et politique.

Pour sortir de cette contradiction, il y a un chemin étroit, celui d'une augmentation ciblée du pouvoir d'achat passant par une extension du champ de la gratuité (énergie, transports, etc.) et à terme par la mise à disposition de logements décents à des prix décents. Autre extension nécessaire : celle des droits des travailleurs qui passerait par un contrôle sur les conditions d'emploi, et sur la réduction du temps de travail.

L'approche limitée des modèles

Quelles sont alors les marges de manœuvre pour l'économie française ? C'est à cette question que l'OFCE a cherché à répondre en deux temps. Dans un premier temps, Eric Heyer et Xavier Timbeau ont exploré les [perspectives de l'économie française](#) au cours du prochain quinquennat. L'exercice est utile mais permet aussi de mesurer les limites d'une approche très mécanique où la croissance dépend de la résorption de l'écart entre production et production potentielle (*output gap*). Cela conduirait à une croissance de 1,6 % par an en moyenne sur le quinquennat. Dans un tel modèle, le taux de chômage dépend de la croissance (et accessoirement des allègements de cotisations) : il devrait redescendre à 7,7 % en 2022 retrouvant à peu près son niveau d'avant la crise.

Si la dépense publique augmente au même rythme que la croissance potentielle, en 2022, le PIB serait supérieur de 1,1 % au scénario de référence

Le ralentissement des dépenses publiques (baisse de deux points de PIB) permettrait de réduire le déficit budgétaire et de faire baisser un peu le ratio dette publique/PIB. La question du déficit extérieur n'est pas traitée, et les risques de nouvelle crise financière non plus (on imagine le même exercice qui aurait été mené dix ans plus tôt, en 2007). Et rien non plus sur l'environnement.

La seule variante envisagée est le passage à une politique budgétaire et fiscale « neutre » où la dépense publique augmenterait au même rythme que la croissance potentielle, soit 1,3 % par an. En 2022, le PIB serait alors supérieur de 1,1 % au scénario de référence, et le taux de chômage inférieur d'un point, à 6,6 %.

Revue de programmes

Cette vision « au fil de l'eau » (tiède) de l'économie qui fonctionne comme d'habitude (*business as usual*) et qui prend cinq ans pour éponger en partie les effets de la crise sert de référence implicite à l'[examen des programmes des principaux candidats](#) que vient de publier l'OFCE. L'exercice est cette fois plus détaillé et distingue quatre grands thèmes : finances publiques, compétitivité, pouvoir d'achat et environnement. Le document propose un comparatif précis et utile des programmes et signale les plages d'incertitude et les obstacles à la quantification.

| *Emmanuel Macron est un mix composé de 2/3 de Fillon et 1/3 de Mélenchon*

Chaque élément des programmes est noté de +++ (excellent) à --- (très mauvais). En convertissant ces appréciations sur une échelle de -3 à +3, on obtient un diagramme pour chaque candidat. Il est alors frappant de constater que celui de François Fillon est à peu près l'exact inverse de celui de Jean-Luc Mélenchon. Et on peut même se payer le luxe d'une économétrie simpl(ist)e pour établir « scientifiquement » que le programme d'Emmanuel Macron est un *mix* composé de 2/3 de Fillon et 1/3 de Mélenchon (32,9 % exactement). Benoît Hamon apparaît comme un « Mélenchon light », mais qui partage avec lui une véritable préoccupation environnementale.

Plus sérieusement, ces résultats montrent qu'il existe un véritable arbitrage (*trade-off* comme disent les économistes) entre la lutte contre le changement climatique et le chômage, d'un côté, et la double orthodoxie budgétaire et de course à la compétitivité de l'autre. Les économistes de l'OFCE ne tranchent pas, mais la question qui se pose est de savoir si leur projection moyenne constitue un juste milieu acceptable.

Au fil de l'eau (tiède)

Toute la difficulté est là. Si l'on pense que les contraintes sociales (chômage, inégalités) et environnementales rendent nécessaires une bifurcation vers un autre modèle de développement, alors un modèle qui par définition reconduit les comportements observés sur le passé ne peut servir à éclairer les choix.

| *Il faut un changement radical d'orientation*

Quelques mois avant l'élection de François Mitterrand en 1981, un groupe d'économistes de l'Insee et de la Direction de la prévision avaient fait discrètement tourner leurs modèles pour tester le programme commun de la gauche. Le principal résultat de cet exercice confidentiel était qu'une relance salariale dégraderait la balance commerciale et déprimerait l'investissement. Et c'est en gros ce qui s'est produit : les modèles avaient donc correctement rempli leur office. Mais il aurait fallu en tirer les conclusions logiques : soit renoncer à un programme qui n'était manifestement pas viable en l'état, ou bien alors réfléchir aux mesures structurelles qui devaient l'accompagner. Les effets pervers repérés auraient pu sans doute être neutralisés par une dévaluation préalable et par l'utilisation des banques et entreprises nationalisées pour soutenir l'investissement.

C'est un peu le même débat aujourd'hui : il faut un changement radical d'orientation, et c'est un diagnostic plus largement répandu qu'on pourrait le penser (« nouvelle médiocrité » pour Christine Lagarde, « stagnation séculaire », etc.), mais on considère toute mesure en ce sens comme impossible, irréaliste ou « scandaleuse ». Il serait peut-être temps de prendre la mesure des effets profonds de la crise et des effets désastreux qu'auraient cinq nouvelles années « au fil de l'eau ».